

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 Rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)

110, rue des sarcelles
Z.I. des Bordets
74130 Bonneville

Références : 20260407-RAP-InspNeoforBonneville
Code AIOT : 0006104555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS) implanté 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)
- 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0006104555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BETEMPS Bois a été rachetée en 2015 par le groupe CAMSEL dont le siège social est situé

à Brassac (81). Le groupe CAMSEL, devenu NEOFOR en 2018, détient 3 scieries en France dont celle de la société BETEMPS.

Du fait de la modification de dénomination du groupe CAMSEL en NEOFOR, la société BETEMPS Bois s'appelle désormais NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS. Il s'agit d'un simple changement de raison sociale, les numéros SIRET et SIREN ayant été conservés.

L'établissement de Bonneville est spécialisé dans la première transformation du bois (scierie). A ce titre, la société NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS utilise des installations classiques de travail du bois : tronçonneuses, écorceuses, scies à ruban et circulaire, déligneuses, etc. L'entreprise exploite aussi deux séchoirs à bois fonctionnant au gaz naturel, trois installations de mise en œuvre de produit pour la préservation du bois (deux bacs de traitement fongicide / insecticide et un bac de traitement anti-bleu) ainsi qu'une cuve de coloration du bois.

Une partie des grumes est stockée sur le site de la Z.I. des Bordets et une autre partie sur le site des "Charbonnières" à Bonneville, situé à environ 2,5 km à l'Est de la scierie. Les grumes sont arrosées de mi-avril à début / mi-novembre afin d'éviter le développement de parasites (insectes). Les essences travaillées sont essentiellement du sapin, de l'épicéa et un peu de douglas ou du mélèze. Elles proviennent de Haute-Savoie, de Savoie, de l'Ain, de l'Isère, du Rhône (douglas) et de la Haute-Loire (douglas).

L'établissement fabrique des planches, des poutres, des madriers, des liteaux etc. Ces produits sont destinés à différents marchés:

- Gros bâtiment, renouvellement de toiture, charpente, etc (principalement pour le marché local).
- Négoce de bois (France).
- Grandes surfaces de bricolage (France).
- Emballages : caisses, palettes (France).

Le site de Bonneville occupe une superficie d'environ 8 hectares.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2016-0043 du 21 juin 2016. De plus, le site ayant une capacité de traitement du bois supérieure à 75 m³ par jour, il est classé sous la rubrique n° 3700 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre du champ d'application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive "IED". Pour cette raison, l'établissement est classé prioritaire au sens de la note du 24 novembre 2016 relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Le changement de raison sociale sus-mentionné a fait l'objet d'une télédéclaration auprès de monsieur le préfet, la preuve de dépôt ayant été délivrée le 17 juin 2019 sous le n° A-9-03C00TQCP.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure formalisée de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Organisation du stockage en bennes	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.3.2.1, 6.3.3.4.4.2, 6.3.3.4.4.5 et 6.3.3.4.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limitation et valorisation des flux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.3.1.1 et 6.3.3.1.3	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un délai d'un mois l'exploitant :

- met à jour sa procédure de gestion des déchets et la transmet à l'inspection.
- matérialise une signalétique (panneau d'affichage, peinture au sol, etc...) pour indiquer clairement les déchets autorisés dans les bennes en présence. Il transmet à l'inspection tout justificatif pertinent pour en attester (photographies par exemple).
- établit et transmet à l'inspection une fiche d'identification du déchet "boues de fonds de cuve du traitement de bois", qu'il détermine en lien étroit avec les informations des FDS des produits de traitement. Cette fiche doit contenir les éléments suivants :
 - le code du déchet selon la nomenclature,
 - la dénomination du déchet,
 - le procédé de fabrication dont provient le déchet,
 - son mode de conditionnement,
 - le traitement d'élimination prévu,
 - les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
 - la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
 - les risques présentés par le déchet,
 - les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
 - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

Il est précisé que les autres déchets dangereux produits par le site doivent également être décrits par une fiche d'identification. L'inspection ne demande cependant pas transmission de celle-ci.

- précise s'il prévoit un pompage des huiles usagées pour élimination ou pour re-stockage dans un contenant sur rétention. S'il prévoit une élimination il précise la date prévisionnelle de l'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure formalisée de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure formalisée de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté sa procédure de gestion des déchets, datée du 21 décembre 2023. La procédure décrit les modalités de tri et les filières d'éliminations de chaque catégorie de déchets. Cependant, tel qu'échangé avec l'exploitant, cette procédure est à mettre à jour, notamment pour décrire les modalités réelles de tri constatées sur le terrain, en particulier concernant les bombes aérosols (plusieurs bacs de récupérations des bombes aérosols sur le site, avec affichage précisant d'y déposer uniquement des bombes aérosols vides).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'un mois l'exploitant met à jour sa procédure de gestion des déchets et la transmet à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Limitation et valorisation des flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.3.1.1 et 6.3.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation et valorisation des flux
Prescription contrôlée : 6.3.3.1.1 : Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles. 6.3.3.1.3 : Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets dangereux dans les conditions définies aux articles 6.3.3.4.1 et 6.3.3.4.4 ci-dessous.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection l'exploitant a confirmé faire reprendre ses cuves vides de produits de traitement pour réemploi par son fournisseur (Groupe Berkem), réduisant d'autant la production de déchets dangereux.</p> <p>Pour en attester, il a présenté un courriel du fournisseur du 7 avril 2026 dans lequel il confirme reprendre les IBC (ayant contenu ses produits) du site.</p> <p>Devant la faible quantité d'huiles usagées éliminées en déchets vis-à-vis des quantités estimées dans l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 d'autorisation du site, l'inspection a questionné l'exploitant. Ce dernier a expliqué récupérer une partie des huiles tombant dans la rétention (sous les stockages d'huiles en bidons ou IBC) pour huiler directement les chaînes des machines (organe peu sensible à la typologie d'huile). Cette récupération diminue d'autant la production de déchets dangereux (huiles usagées).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Organisation du stockage en bennes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Organisation du stockage en bennes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets ne pourront être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires identifiées et affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envols.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'exploitant a présenté ses bennes de tri, notamment DIB, cartons, et métal. Il n'a pas été constaté de défaut de tri, et en particulier aucune bombe aérosol n'était présente dans les bennes.</p> <p>Si l'identification des bennes est aisée en regardant le contenu, il n'a pas été constaté d'affichage spécifiant l'usage des bennes de tri. En cela, et au regard de la formulation de la prescription contrôlée, bien que l'aire des bennes soit bien "<i>affectée à cet effet</i>", l'inspection considère qu'elles ne sont pas correctement "<i>identifiées</i>".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant matérialise une signalétique (panneau d'affichage, peinture au sol, etc...) pour indiquer clairement les déchets autorisés dans les bennes en présence.</p> <p>Dans le même délai il transmet à l'inspection tout justificatif pertinent pour en attester (photographies par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.3.3.2.1, 6.3.3.4.4.2, 6.3.3.4.4.5 et 6.3.3.4.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux : typologies de déchets et bilan annuel

Prescription contrôlée :

6.3.3.2.1:

[...] Les déchets constitués par les boues déposées au fond des cuves de traitement du bois et, le cas échéant, les bains de traitement du bois usagés, ne seront pas stockés dans l'établissement avant leur enlèvement. Ils seront pompés directement dans les cuves par une société spécialisée, puis seront ensuite dirigés vers une installation de traitement ou d'élimination de déchets dangereux autorisée dans les conditions définies aux articles 6.3.3.4.1 et 6.3.3.4.4 ci-dessous.

6.3.3.4.4.2 :

Pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établira une fiche d'identification du déchet qui sera régulièrement tenue à jour et qui comportera les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

6.3.3.4.4.5 :

Code du déchet	Désignation du déchet	Filière d' élimination	Quantité moyenne annuelle produite
03 02 01*	Boues de fond de cuve du traitement de bois	Incinération en centre spécialisé	10 tonnes
13 02 05*	Huiles moteurs usagées	Régénération en centre spécialisé	3 tonnes
20 01 40	Métaux/Ferraille	Valorisation matière	2 tonnes
13 05 02*	Boues de séparateur d'hydrocarbures	Élimination en centre spécialisé	6 tonnes tous les 2 ans
* : déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.			

6.3.3.4.4.6 :

Conformément aux dispositions de l'article 5.15 ci-dessus et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant devra déclarer chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci sera supérieure à 2

tonnes par an.

La déclaration susvisée sera effectuée avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet ou, à défaut, par écrit et sera alors adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées.

Constats :

L'exploitant a confirmé que les boues de fond des cuves de traitement étaient bien pompées directement par la société prestataire, pour élimination. Aucun stockage sur site n'est donc effectué.

Il a présenté le bordereau de suivi de déchets (BSD) du dernier enlèvement. Celui-ci date de 2017, et concerne un enlèvement d'environ 6 tonnes de déchets dangereux (fonds de cuve) classé en catégorie 03 02 05* (autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses).

Cette codification du déchet est effectivement celle requise en "rubrique 13 : considérations relatives à l'élimination" des fiches de données de sécurité (FDS) des deux produits utilisés sur le site (SARPALO 860 et AXIL 2000).

Lors de la préparation de la visite, il a été relevé par l'inspection que l'arrêté d'autorisation du site prévoit une codification de déchets 03 02 01* (composés organiques non halogénés de protection du bois) pour l'élimination des fonds de cuves de traitement. Considérant que les FDS des produits utilisés sur le site découlent d'une exigence d'une directive européenne (REACH), les informations qu'elles contiennent concernant l'élimination en déchet prévalent sur celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

L'inspection confirme que le code déchets à privilégier est bien 03 02 05* pour les fonds de cuves de produits de traitement. Une modification en ce sens de l'article 6.3.3.4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 d'autorisation du site sera à prévoir, à l'opportunité d'une prochaine modification dudit arrêté.

Le BSD de 2017 susmentionné n'appelle pas d'autre remarque de l'inspection.

Lors de la venue dernière du fournisseur de produit de traitement (2025), celui-ci a précisé qu'il n'était toujours pas nécessaire de réaliser un enlèvement des boues, et qu'il convenait de contrôler de nouveau en 2026 (en atteste un courriel du 9 octobre 2025 présenté par l'exploitant). Il est précisé que le prochain enlèvement sera alors tracé par un BSD dématérialisé sur Trackdéchets, et précisera la codification déchets 03 02 05*.

Il est également précisé que sur une année, si l'exploitant élimine plus de 2 tonnes de déchets dangereux, celui-ci doit en faire la déclaration sur la plateforme GEREPE (quand bien même ces déchets ont été produits à raison de moins de 2 tonnes par an, mais accumulés plusieurs années et éliminés en une fois).

L'inspection a également contrôlé les derniers BSD des autres déchets dangereux produits sur le site, antérieurs à l'obligation de déclaration en dématérialisé sur Trackdéchets. L'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'autre enlèvement depuis. L'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler concernant les boues de séparateur d'hydrocarbures.

Concernant les huiles moteurs usagées, l'inspection a constaté que les rétentions sous les bidons et cuves d'huiles présentaient un remplissage notable. Sans effectuer de calcul, il a semblé à

l'inspection que les volumes disponibles des rétentions étaient encore suffisants pour contenir 100% du plus gros contenant au-dessus de chacune (ou 50% du total des contenants). Cependant un pompage de ces rétentions est à prévoir (pour stockage dans un contenant à placer sur rétention si réutilisation envisagée, ou pour élimination).

L'exploitant a précisé avoir fait intervenir son prestataire VALLIER pour enlèvement des ces huiles en 2026, mais que l'opération n'avait pas été possible du fait d'une perche trop courte et/ou d'une pompe trop large pour passer dans les ouvertures des caillebotis des rétentions.

Enfin, concernant chaque déchet dangereux produit pas le site, l'exploitant est tenu d'établir une fiche d'identification du déchet (article 6.3.3.4.4.2).

L'inspection s'est intéressée aux déchets de fonds de cuves de traitement, et a ainsi demandé à l'exploitant la fiche d'identification de ceux-ci, qui n'en dispose pas.

Cela amène l'inspection à adresser une demande à l'exploitant (voir ci-dessous).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant établit et transmet à l'inspection une fiche d'identification du déchet "boues de fonds de cuve du traitement de bois", qu'il détermine en lien étroit avec les informations des FDS des produits de traitement.

Cette fiche doit contenir les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

Il est précisé que les autres déchets dangereux produits par le site doivent également être décrits par une fiche d'identification. L'inspection ne demande cependant pas transmission de celle-ci.

Enfin, dans un délai d'un mois l'exploitant précise s'il prévoit un pompage des huiles usagées pour élimination ou pour re-stockage dans un contenant sur rétention. S'il prévoit une élimination il précise la date prévisionnelle de l'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereaux de suivi de déchets dangereux (Trackdéchets)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...] Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, et vu les constatations détaillées plus haut, il n'y a eu aucun enlèvement de déchets dangereux depuis l'obligation de l'utilisation de la plateforme Trackdéchets pour la dématérialisation des BSD.</p> <p>Ainsi, aucun BSD Trackdéchets n'est lié à l'établissement, tel qu'en atteste une extraction de la plateforme par l'inspection en préparation de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique des déchets
Prescription contrôlée : <p>I. Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...] III. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu. [...]</p>
Constats : <p>Les déchets dangereux du site seront enregistrés par la plateforme Trackdéchets pour les prochains enlèvements, ce qui constitue un registre tel que requis par le I. de l'article R 541-43 du code de l'environnement.</p> <p>Considérant que les déchets non-dangereux n'entrent pas dans le champ de Trackdéchets, il convient à ce que chaque exploitant dispose d'un registre pour ceux-ci.</p> <p>Les déchets non dangereux du site (confiés à la société Excoffier) sont alors tracés dans une plateforme propre appelée Exconet. L'exploitant a pu présenter en séance cet outil, dont l'historique couvre largement la période requise de 3 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite